



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

**Procès-Verbal de la Sous-Commission Départementale
d'Accessibilité aux Personnes Handicapées**

Séance du 31 juillet 2025

Assujettissement : Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des ERP et IOP ;
Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant et des IOP ouvertes au public ;
Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP lors de leur construction et des IOP lors de leur aménagement.

Commune : Dury **Dossier n° 25-284**
N° AT ou PC : 080 261 25 M 0013 / PC 080 261 24 M 0011
N° AD'AP :
Demandeur : EPSM DE LA SOMME – MADAME GAILLARD
Établissement : EPSM de la Somme Route de Paris

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission émet un avis à la :

- ☐ ~~demande de modification d'Ad'AP approuvé~~
- ☐ Favorable ☐ Défavorable Motif :
- ☐ ~~demande de dérogation aux règles d'accessibilité~~
- ☐ Favorable ☐ Défavorable Motif :
- ☒ demande d'autorisation ou de déclaration susvisée.
- ☒ Favorable ☐ avec prescriptions
- ☐ Défavorable Motif :
- ☐ ~~conformité de l'établissement avec les règles d'accessibilité et à son ouverture au public.~~

Pour le Préfet et par délégation,
La Responsable du Bureau qualité de la construction


Sonia DOUAY

SCDAPH de la Somme
Réunion du jeudi 31 juillet 2025

AVIS

D 25-284 - AT 080 261 25 M 0013 liée au PC n° 080 261 24 M 0011 -DURY

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L. 122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 080 261 25 M 0013
N° urbanisme : PC 080 261 24 M 0011

Commune : DURY

Demandeur : EPSM de la Somme représenté(e) par Mme GAILLARD
Adresse du demandeur : Route de Paris 80000 AMIENS
Nom établissement : EPSM DE LA SOMME
Adresse des travaux : Route de Paris 80480 DURY

Type : J Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées / **Catégorie ERP :** 4

Nature des travaux : réhabilitation, extension

Le projet consiste à réhabiliter et agrandir un établissement existant.

L'extension se compose :

- d'une unité UPHV et d'une unité TSA comprenant chacune 10 chambres, des espaces sanitaires, des locaux communs (salle de bains, repas, salles activités, bureau soins, salle de détente, office, salon ...) et des locaux réservés à l'entretien (lingerie, laverie, rangement ...).

La réhabilitation concerne un bâtiment existant relié à l'extension par des couloirs de circulation.

Les salles le composant sont ré-organisées et certaines destinations modifiées.

Ce bâtiment comprend une salle polyvalente, des espaces médicaux (salle "ergo", bureau médecin, infirmier, salle psychomotricité, pharmacie ...) et des locaux techniques.

Un accès depuis le domaine public et le stationnement adapté est mis en place ; 36 places sont créées (dont 3 réservées aux PMR).

Demande de dérogation : non

AVIS DE L'INSTRUCTEUR

- sur l'autorisation : Favorable

Après étude du dossier et des éléments transmis, le projet présenté répond aux exigences de la réglementation en vigueur et n'appelle aucune observation particulière.

Sous réserve de se conformer au respect, d'une part, des documents produits à l'appui de sa demande et d'autre part, des dispositions techniques des arrêtés du 20 avril 2017 et du 8 décembre 2018 modifiés, la sous-commission émet, au titre de l'accessibilité aux personnes handicapées, un **AVIS FAVORABLE** au projet repris ci-dessus.

NOTA BENE :

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article R.122-7 du Code de la construction et de l'habitation, le Maire doit rédiger et notifier au demandeur l'arrêté relatif à l'autorisation de travaux. Dans le cas d'un permis de construire, ce dernier tient lieu de l'autorisation (article R. 122-9).

« Conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du 19 avril 2017, cette décision devra être annexée au registre d'accessibilité qui doit être mis à la disposition du public depuis le 22 octobre 2017 dans chaque établissement recevant du public, y compris les établissements de 5^e catégorie ».

L'attention est attirée sur le fait que cette autorisation de travaux ne vaut pas autorisation d'ouverture prévue à l'article L.122-5 du Code de la construction et de l'habitation.

Pour mémoire et pour ce qui concerne la conformité aux règles d'accessibilité pour les personnes handicapées, l'autorisation d'ouverture est délivrée au nom de l'État par le Préfet (si permis « État » ou Immeuble de grande hauteur) ou par le Maire :

- sur attestation sur l'honneur ou établie par un contrôleur technique agréé ou par une personne physique ou morale satisfaisant à des critères de compétence et d'indépendance pour tous les projets ayant fait l'objet d'un permis de construire,
- après visite des lieux par la commission compétente en matière d'accessibilité pour les établissements de la première à la quatrième catégorie lorsque les travaux n'ont pas été soumis à permis de construire (R.122-5 et R.122-6 du Code de la construction et de l'habitation).

Les établissements de 5^{ie} catégorie ne sont pas concernés par ces visites sauf demande d'avis particulière. La saisine par le Maire pour ce type de visite doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

Pour le Président de la sous-commission départementale pour
l'accessibilité des personnes handicapées
La responsable du bureau qualité construction


Sonia DOUAY

NOTA : Pour informer votre clientèle sur l'accessibilité de votre établissement et de votre envie d'accueillir tous les publics pour une société plus inclusive, renseignez la plateforme citoyenne nationale gratuite « Acceslibre » : <https://acceslibre.beta.gouv.fr/>